

LA 7^e CONFERENCE NATIONALE des ESU

La Conférence nationale des E.S.U. a réuni, à Paris, du vendredi 18 au dimanche 20 février, 25 sections de province et 10 sections parisiennes. Il s'agissait pour les étudiants du P.S.U. de définir une base de recherche et de travail pour les mois à venir et de donner une nouvelle direction nationale à leur organisation reconstruite l'an passé sous l'impulsion en particulier de J.-C. Gillet.

Deux faits importants de ce congrès doivent être signalés : d'une part le vote des textes à l'issue duquel le texte du Bureau national sortant obtenait 348 mandats, et celui présenté par la section d'Antony 21 mandats (texte insistant plus particulièrement sur les possibilités d'unité dans la dynamique de celle réalisée lors des présidentielles) et 51 abstentions ; d'autre part l'adoption du texte définitif par 442 mandats et 56 abstentions.

La C.N.E. a, d'autre part, décidé de lancer des initiatives permettant de donner à la lutte pour la paix au Vietnam son contenu politique véritable qui est le combat contre l'impérialisme sous toutes ses formes.

Le congrès s'est terminé en séance publique avec le salut ou la présence d'autres Mouvements étudiants, tout d'abord ceux du Vietnam et d'étudiants américains, ensuite du P.S.I.U.P., B.A.A.S., M.A.P.A.M., F.E.A.N.F., U.E.C., étudiants malgaches, Jeunesse communiste yougoslave, U.N. E.F., J.U.C. et Fédération des Etudiants socialistes de Belgique. Le secrétaire national étudiant élu J.-F. Pertus devait conclure les travaux du congrès avant le salut du Parti apporté par le camarade Martinet, secrétaire national adjoint.

TEXTES
D'ORIENTATION
VOTES
PAR LA C.N.E

I - LES PROBLEMES DU TIERS MONDE

A - DE BANDOUNG A LA SITUATION ACTUELLE

Le monde est incontestablement à l'heure du Vietnam. Cette guerre relativement localisée marque en fait un réveil offensif des forces impérialistes sous la direction du capitalisme américain. En bien d'autres points du monde les U.S.A. organisent et encouragent des complots et des subversions contre les gouvernements issus de la volonté populaire : avant-hier CUBA, hier la GRECE, le BRESIL, SAINT DOMINGUE, aujourd'hui l'INDONESIE, la BOLIVIE, etc ... Cette offensive ne peut toutefois se développer avec succès que dans la mesure où elle se situe à un moment particulier de l'histoire des Mouvements de Libération des peuples du Tiers-Monde. L'indépendance politique une fois acquise, les classes dirigeantes qui, dans la plupart de ces pays, assuraient la direction du mouvement de libération nationale, cherchent à consolider leur propre pouvoir économique et politique et à étouffer les aspirations au socialisme, nées au cours de la période des luttes populaires pour l'indépendance.

L'offensive réactionnaire dans les pays du Tiers Monde prend ainsi une double forme :

- les forces du passé cherchent à établir une situation de pacte colonial et à donner comme appui à leur refus de toute évolution le fanatisme religieux ou racial ;
- les forces de la bourgeoisie moderniste cherchent à aménager la situation à leur profit en passant des accords avec le néo-colonialisme. L'impérialisme utilise à tour de rôle ces divers éléments rétrogrades.

Ainsi le Front des forces populaires anti-impérialistes, tel qu'il apparaissait à Bandoung, semble aujourd'hui profondément entamé. Pour résister à cette contre-offensive de l'impérialisme, s'appuyant parfois sur les nouvelles couches dirigeantes issues de l'indépendance, les forces socialistes et anti-impérialistes ne peuvent se contenter d'une stratégie défensive. Il faut aujourd'hui proposer aux masses populaires des pays du Tiers Monde une perspective plus large que celle qui animait les mouvements de libération

nationale.

A cet égard la Conférence Tricontinentale de la Havane est un événement important dans la coordination des luttes des mouvements révolutionnaires du Tiers Monde. Bien qu'il soit trop tôt pour porter un jugement sur les principes qui ont été définis, on peut déjà constater que pour la première fois la plupart des P.C. officiels ont admis la nécessité de la lutte armée et d'autre part que la majorité des délégués se sont efforcés de dépasser la querelle sino-soviétique et de définir une stratégie offensive originale pour l'ensemble des pays du Tiers Monde et en particulier ceux de l'Amérique latine.

Mais cette analyse générale est rendue très complexe du fait des positions stratégiques diverses des deux grands du camp socialiste, qu'il est nécessaire d'étudier ici.

B - POSITION DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Tandis que l'Union soviétique qui tend à se replier sur elle-même peu à peu, qui voit s'écrouler aussi toute idée d'hégémonie et de leadership incontesté sur la stratégie du mouvement communiste international (révolution cubaine, rapport Togliatti) est obligé d'admettre un polycentrisme de plus en plus large pour les partis communistes et face à un impérialisme américain de plus en plus pressant et dangereux la Chine à son tour veut relever le drapeau de l'anti-impérialisme : ce n'est plus l'Union Soviétique qui est menacée prioritairement, c'est la Chine. Cette dernière veut donc à son tour devenir le leader, le champion des pays du Tiers Monde.

Il est incontestable que les Etats Unis ne veulent pas renouveler pour la Chine les erreurs qu'ils ont commises lors de la construction de l'Union Soviétique. La Chine a désormais un cordon sanitaire américain évitant toute contagion vers d'autres pays plus ou moins proches. L'Asie est actuellement le principal foyer de la lutte ouverte entre le socialisme et l'impérialisme et de plus une expérience pour les interventions futures de l'impérialisme en Afrique et en Amérique latine.

En effet l'impérialisme ne se contente

plus aujourd'hui des méthodes classiques de l'exploitation économique. Il cherche à mettre au point et à appliquer non sans de graves contradictions une politique globale de subordination du développement économique et social des pays coloniaux et ex-coloniaux aux besoins et aux intérêts des grandes concentrations capitalistes. Son intervention se fait envahissante, multiforme, combinant la répression la plus féroce avec l'octroi d'une aide économique non négligeable aux bourgeoisies nationales. L'impérialisme n'est plus seulement une exploitation économique mais dans certains cas une domination politique sans que des intérêts économiques soient directement en jeu. L'impérialisme a compris le danger que représente pour lui chaque lutte révolutionnaire qui s'engage. Il voit maintenant plus loin et prend des précautions en intervenant de toute sa puissance même lorsque des intérêts économiques ne sont pas menacés immédiatement.

Cette tendance à une stratégie nouvelle de l'impérialisme dans le Tiers Monde, cette similitude des problèmes qui se posent aux forces anti-impérialistes dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine (en tenant compte des différences de structures socio-économiques et politiques entre l'Afrique et l'Amérique latine par exemple) amènent ces forces à un dialogue constant, voire à des positions communes, dont la Chine du fait de sa puissance (stratégique, économique, démographique) se veut le meilleur défenseur. La Conférence de la Havane a singulièrement réduit ces prétentions.

On peut dire que la Chine lutte pour le droit à la parole, pour sa reconnaissance, pour une ouverture politique à l'extérieur. Mais elle sait aussi que sa puissance militaire est limitée, et c'est pourquoi elle considère que l'objectif n° 1 du mouvement socialiste dans le monde est la lutte anti-impérialiste, quitte à considérer comme force d'appoint les luttes des mouvements socialistes des pays occidentaux développés luttant contre le capitalisme au nom d'une conception étroite de l'internationalisme.

Ainsi ils affirment : "nous avons toujours estimé que les forces d'agression et de guerre, avec l'impérialisme à leur tête, préparent effectivement une troisième guerre mondiale" (encore une fois sur les divergences entre le camarade Togliatti et nous) et "il est nécessaire que les peuples des pays coloniaux

et semi-coloniaux et les travailleurs des pays impérialistes s'unissent contre leur ennemi commun l'impérialisme" et surtout " la voie suivie par le peuple chinois . . . est la voie qui doit être suivie par les peuples de bien des pays coloniaux et semi-coloniaux" (Discours en 1949 à la F.S.M. de Liu ShaoChi).

Enfin en 1960, Mao Tsé Toung déclare : " Le système colonial de l'impérialisme se désagrège ... la coexistence avec l'impérialisme est une illusion ... la lutte pour la paix n'est pas la tâche primordiale à l'heure actuelle".

En conclusion, selon les thèses chinoises, le moteur quasi-unique de la révolution socialiste paraît être la montée de la révolution anti-coloniale.

C - LES VOIES DE PASSAGE AU SOCIALISME DANS LES PAYS DU TIERS-MONDE ET LEURS RAPPORTS AVEC LES PAYS DEVELOPPES

Pour le Tiers Monde l'indépendance politique n'est qu'une étape ; elle peut être vidée de tout contenu réel si elle ne s'accompagne pas d'une véritable indépendance économique et d'une véritable libération sociale. Celles-ci ne sont pas concevables en dehors du socialisme. Dans l'état actuel des choses, il semble difficile de définir avec une précision suffisante les solutions aux problèmes du passage au socialisme dans les différents pays du Tiers-Monde. Toute tentative d'élaboration ne saurait être qu'une théorisation abstraite des problèmes qui se posent. Il ne semble pas y avoir ni de conditions semblables et univoques du point de vue sociologique notamment, ni de spécificité propre tant du point de vue politique que du point de vue stratégique entre les différents pays concernés.

Toute réflexion sur ces problèmes devrait s'orienter principalement sur le rôle de l'armée, sur la définition originale des bases sociologiques différentes suivant les pays, sur l'analyse des structures économiques et notamment les structures rurales et le développement industriel.

Tous ces problèmes sont liés directement aux rapports entre les pays du Tiers Monde et les pays industriellement avancés du monde occidental. Il semble impensable que le développement économique des pays du Tiers Monde puisse s'effectuer sans une aide des pays industriellement développés. Mais les

formes mises en oeuvre par les pays capitalistes occidentaux soulèvent de nombreuses réserves, car elles sont l'expression de politiques de domination économique. Ce qui est présenté généralement comme une aide désintéressée n'est en fait qu'un moyen d'obtenir une nouvelle source de profits (main d'oeuvre à bon marché, ouverture de nouveaux débouchés ...) pour les trusts internationaux, et crée de nouvelles formes d'exploitation. Les investissements réalisés n'offrent souvent pas l'opportunité souhaitée pour constituer des facteurs réels de développement.

La politique gaulliste en la matière même si il lui arrive de présenter quelques aspects positifs n'en constitue pas moins le reflet de ces caractéristiques générales. La coopération culturelle accentue la main-mise étrangère en ce qu'elle conditionne des élites qui renforceront la collaboration avec les entreprises capitalistes.

Il serait nécessaire de définir une politique de coopération entre pays socialistes et pays du Tiers Monde. De même il serait nécessaire que le mouvement socialiste, et en particulier le P.S.U. élabore des contre-propositions à la politique gaulliste de coopération.

Il existe pour chaque pays des voies particulières au socialisme, mais elles s'intègrent dans un combat mondial pour le socialisme. Il n'existe pas de socialisme spécifique. Mais il semble que dans la phase actuelle le problème des étapes dans le passage au socialisme se pose d'une façon similaire en Europe et dans le Tiers Monde : d'une part l'étape nationale, puis l'étape socialiste dans le Tiers Monde nous semble désuète sur le plan de la stratégie politique. La lutte pour le socialisme c'est fondamentalement dès maintenant, dans des conditions spécifiques, la lutte pour le contrôle des travailleurs sur l'économie et la politique du pays.

De même qu'en Europe occidentale les alliances du Mouvement ouvrier avec les forces centristes sont inadéquates et source toujours d'un recul du mouvement socialiste, de même dans le Tiers Monde la phase du large front d'alliance des forces anti-impérialistes et de la bourgeoisie locale retarde d'autant la libération économique et sociale de ces pays.

II - LE MOUVEMENT SOCIALISTE EUROPEEN

A - POSITION DU PARTI COMMUNISTE DE L'UNION SOVIETIQUE

L'Union Soviétique post-stalinienne doit faire face à une crise permanente de ses structures politiques, économiques et sociales. C'est qu'en effet la couche dirigeante, bien qu'ayant libéralisé ses méthodes, s'oppose toujours à un épanouissement réel de la démocratie socialiste et cherche à faire dériver les aspirations populaires sur une hypothétique construction du communisme conçue en termes essentiellement économiques.

En un certain sens cette politique ne fait que prolonger l'égoïsme sacré de Staline qui ne visait avant tout qu'à la sauvegarde de l'Union Soviétique quitte à sacrifier les intérêts de la classe ouvrière ou des forces anti-impérialistes des pays occidentaux, soit du Tiers-Monde (pacte germano-soviétique, problèmes de la guerre d'Espagne, politique de l'URSS vis à vis de la révolution chinoise, et soutien de Staline à la bourgeoisie chinoise, ce qui entraîna l'assimilation du Parti communiste chinois dans le Kuomintang). Cette politique est illustrée en particulier par les attitudes des partis communistes occidentaux vis à vis des révolutions coloniales et leur refus de soutenir dès leur apparition les forces anti-impérialistes en lutte contre le colonialisme (exemple : attitude du P.C.F. lors de la guerre d'Algérie).

Aujourd'hui l'Union soviétique en est donc à la recherche prioritaire de l'élévation du niveau de vie par la construction pacifique du socialisme : le mieux à ce sujet est encore de relire le rapport de Khrouchtchev au XXI^e congrès du P.C.U.S. : "à l'occident, on dit que nous avons lancé un défi ... mais c'est un défi à la compétition pour le développement pacifique de l'économie, pour l'élévation du niveau de vie des peuples ... Nous voulons que la compétition se déroule non pas sur le plan de la course aux armements, mais sur le plan de la production industrielle"; et plus loin : "Le plan septennal est une nouvelle expression de la politique de paix léniniste de l'Union Soviétique.. la mise en oeuvre de ce plan créera des possibilités réelles pour éliminer la guerre en tant que moyen de résoudre les questions internationales".

Ce refus de la guerre compréhensible pour l'Union Soviétique, cette politique de "concur-

rence pacifique", qui est vite devenue de "coexistence pacifique", est violemment combattue par la Chine.

B - LE MOUVEMENT SOCIALISTE EUROPEEN

Ces deux positions semblent inconciliables.

Mais ces contradictions sont explicables : "si à la différence d'origine et de nature des partis, on ajoute celle des traditions historiques des deux pays, de la structure sociale, du degré de développement, de l'hérédité culturelle des deux révolutions, des problèmes qu'ils ont dû affronter, de la conjoncture internationale, et de la nécessité de recourir à des méthodes d'action différentes, il y a un matériel suffisant pour comprendre les divergences de doctrine et pour remonter de celles-ci aux motivations politiques réelles qui sont derrière ces divergences, pour faire passer la querelle sino-soviétique du plan idéologique sur lequel elle est placée au plan politique qui en est la clé" (Lélio Basso).

C'est pour ces mêmes raisons que le problème qui nous est posé à nous, mouvement socialiste, est celui des conditions de passage au socialisme en pays capitaliste développé et que le choix qui nous est posé est celui de "réformisme ou révolution". Il est incontestable que l'Union Soviétique a joué un rôle négatif, en particulier lors de la période stalinienne, en imposant aux partis communistes de la plupart des pays du Tiers Monde une alliance avec les forces de la bourgeoisie nationale et une condamnation des luttes armées.

Cependant dans la situation actuelle il n'y a pas d'incompatibilité entre l'affirmation du rôle pacifique de l'URSS pour atteindre au plus tôt la victoire dans la compétition des deux systèmes et l'affirmation du rôle des mouvements révolutionnaires du Tiers Monde. Ces deux phénomènes sont mêmes complémentaires d'une part la lutte des mouvements révolutionnaires du Tiers Monde met à nu les bases d'oppression sur lesquelles l'impérialisme fonde sa puissance, et contribue à affaiblir cette puissance d'autre part l'affirmation pacifique du socialisme dans les pays socialistes et la construction de nouveaux rapports de production ouvrent la possibilité d'une édification socialiste à tous les pays qui secouent le joug impérialiste sans cette coexistence pacifique d'après les renseigne-

ments que l'on peut avoir, l'accélération de la construction du socialisme en URSS serait remise en question. La coexistence pacifique n'est en fait qu'un compromis tacite et vraisemblablement provisoire entre des forces contradictoires compte tenu de l'évolution économique, sociale et politique des différents partenaires qui acceptent ce compromis.

La lutte socialiste est internationale et chacun a sa fonction à remplir à partir du polycentrisme du mouvement ouvrier international, les bases existent pour construire un véritable internationalisme.

Le Mouvement Ouvrier Occidental donnera une contribution réelle à la lutte socialiste commune contre l'impérialisme américain, s'il se place résolument sur le chemin de la transformation socialiste de la société dans les conditions présentes de la lutte. Cela aidera en même temps les pays du Tiers Monde dans leur lutte en affaiblissant le pouvoir capitaliste des pays développés et favorisera la progression des pays à économie socialisée en les stimulant.

III - POUR UN NOUVEL INTERNATIONALISME

Quelle attitude le mouvement socialiste européen peut-il promouvoir ?

Ayant démontré l'inadéquation pour l'Europe des thèses chinoises (guerre et guerillas), et l'impossibilité de s'aligner sur la stratégie soviétique (la coexistence pacifique, notion essentiellement européenne qui s'est affirmée lors du problème de Berlin en 1960, a fait preuve depuis plusieurs mois de son inefficacité sur le plan de la lutte pacifique et économique contre le capitalisme, malgré la publicité faite à l'axe Kennedy-Khrouchtchev), la seule voie doit être la lutte dès maintenant pour la construction d'une Europe socialiste. La première manifestation concrète doit être dès aujourd'hui la coordination des luttes ouvrières et syndicales à l'échelle européenne, et une lutte commune du mouvement ouvrier de l'Europe capitaliste et de l'Europe socialiste contre l'impérialisme américain. Dans notre perspective de la construction d'une Europe socialiste incluant les pays de l'Europe orientale, il semble logique que parallèlement à la lutte que nous menons pour la dislocation du Pacte Atlantique, s'élabore une redéfinition des alliances concernant les pays de l'Est.

La définition d'une stratégie socialiste à l'échelle européenne, et la coordination des luttes ouvrières repose sur des imprécisions de données et des risques graves pour le mouvement ouvrier.

1 - Des imprécisions de données

Si on peut prévoir la forme globale des structures économiques au niveau européen, il reste encore un grand nombre d'indéterminations dans la définition des pouvoirs politiques qui les appuieront. La nature de ces pouvoirs dépendra essentiellement des réticences des gouvernements des différents pays à la centralisation des pouvoirs politiques, des superstructures politiques existantes dans ces pays, et aussi de l'attitude du mouvement ouvrier. L'intégration européenne paraissant être un phénomène irréversible, le mouvement ouvrier pourra voir son action morcelée en une somme de tactiques régionales, incoordonnées rappelant le corporatisme, face à un pouvoir technocratique et capitaliste toujours plus puissant, arrivé sans crises graves, préparé progressivement à cet état de puissance ; si les formations ouvrières veulent reprendre l'offensive, elles doivent élaborer une stratégie globale et définir son attitude à l'intérieur des structures économiques.

2 - Des risques graves

Dans l'état actuel de sa division, devant la soumission aux faits capitalistes des social-démocraties européennes, les gouvernements utiliseront beaucoup plus facilement les diversités et les susceptibilités nationales, pour briser l'unité des partis ou des syndicats ouvriers si ceux-ci n'ont pas, au préalable, avant la mise en place définitive de l'économie européenne, défini une stratégie sur laquelle ils se seront déjà engagés. Les moyens de coercition (menace de sous-emploi, blocage des salaires) seront d'autant plus forts que les entreprises déjà concentrées à l'échelle européenne, verront leur développement coordonné sûrement par une planification.

D'un autre côté, le mouvement ouvrier dans son combat unifié devra tenir compte des dangers encore accrus d'intégration, dans une collaboration avec les organismes de planification européenne. Celle-ci risque en effet de ne tenir compte que des intérêts des monopoles centralisés, de devenir elle-même un organisme centralisé, négligeant les intérêts des collectivités régionales, au profit du développe-

ment accéléré des secteurs directement rentables de l'économie européenne.

Le troisième risque vient de la création d'un impérialisme européen. Les différents impérialismes déjà sensibles de la part de l'économie de pays comme la France ou l'Allemagne, trouvant une expression d'autant plus aiguë que la puissance économique de l'état européen se fera plus grande, il faudra trouver sans cesse de nouveaux débouchés, acheter des matières premières. Même si les forces socialistes trouvent des solutions satisfaisantes à leur collaboration aux organismes de planification, ils risquent conjointement d'apparaître comme une force d'appoint de l'impérialisme européen.

3 - Conditions de la lutte

Cela implique dès maintenant la prise de conscience dans tous les partis et syndicats ouvriers européens (ce qui est déjà fait au P.C.I., et ne l'est pas au P.C.F. par exemple) de la nécessité d'élaborer en commun une stratégie à l'échelle de l'Europe. Il faut donc dès maintenant orienter les formations ouvrières vers une recherche de cette stratégie. Cela suppose évidemment une transformation de certains P.C. européens (ce qui pose le problème de l'alternative entre le parti unique et le pluripartisme) et la lutte contre l'influence de la social-démocratie européenne (allemande, italienne, etc . . .). Il faudrait déjà une transformation des stratégies politiques à l'intérieur même des pays concernés, une transformation des objectifs, une prise de conscience des possibilités, car l'élaboration d'une stratégie commune des forces socialistes en Europe est liée à l'élaboration des stratégies communes des forces socialistes actuellement divisées, à l'intérieur même de chaque pays.

Cette stratégie ne sera valable que si elle débouche sur une contestation de la nature anti-démocratique des décisions européennes. Le contrôle des mouvements socialistes dans les commissions économiques n'engagera aucunement ces forces, si celles-ci apportent une contestation de tous les instants aux décisions prises. Contestation, contre-propositions allant par la cohérence de leur ensemble, dans le sens d'une socialisation effective des moyens de production à l'échelle européenne.

En conclusion la naissance d'un nouvel internationalisme, ne peut être fondé que sur la coordination des luttes révolutionnaires du

Tiers Monde et du Mouvement Socialiste Européen. Cela suppose bien évidemment une définition socialiste des rapports économiques

entre l'Europe et les pays en voie de développement (Problèmes monétaires, problèmes d'échanges ...).

II - TEXTE ECONOMIQUE

LES CONDITIONS ACTUELLES DES LUTTES ECONOMIQUES

Le développement du capitalisme dans les pays industriellement développés revêt, depuis les crises qui l'ont secoué entre 1929 et 1935, essentiellement deux caractères nouveaux :

- on assiste d'une part à une croissance continue de la production nationale nettement plus forte que par le passé ;
- contrairement à la période précédente, cette croissance n'a pas été accompagnée de crises de type traditionnel : on enregistre des baisses du taux de croissance sans diminution du produit national.

Cette évolution se manifeste par

- 1 - des changements dans la structure des entreprises et dans leurs rapports mutuels ;
- 2 - une coordination croissante des actions économiques au niveau national, génératrice de nouvelles contradictions.

I - EVOLUTION DANS LES RAPPORTS MUTUELS ET LA STRUCTURE DES ENTREPRISES

1 - Les conditions nouvelles de la concurrence.

Celle-ci n'apparaît plus essentiellement fondée sur la guerre des prix entre les grandes entreprises, mais plutôt sur la recherche de monopoles de marchés déterminés par la différenciation entre les produits (concurrence monopolistique).

Cette différenciation se fait avant tout par incorporation d'innovations. La concurrence technique passe ainsi au premier plan avec deux conséquences :

- aggravation de la compétition technologique qui aboutit à l'élimination de certaines entreprises (Bull par IBM) et à un

vieillesse artificiellement accéléré du matériel.

- des réactions malthusiennes : accords qui limitent l'utilisation de certaines découvertes dans le double but de freiner l'investissement et de maintenir un flux de demande gonflé (ex non-introduction du bas indémaillable sur le marché).

2 - La concentration

Elle apparaît comme un moyen de rationaliser le système, né d'une part du jeu spontané de la concurrence et du progrès technique, d'autre part d'une politique consciente (avantages fiscaux, ouverture des frontières mettant en compétition des secteurs capitalistes à des stades différents de développement).

Elle revêt un aspect différent selon les secteurs. Dans les secteurs de pointe, elle permet les investissements nécessités par la recherche et la croissance des firmes. Dans les secteurs retardataires, elle permet des liquidations et une reconversion du capital financier vers des secteurs plus rentables. Les reconversions ainsi nécessités par le développement du capital fournissent un terrain important aux luttes sociales.

Elle n'aboutit pas jusqu'au stade ultime du monopole intégral pour trois raisons essentielles :

- utilité du maintien d'entreprises à coût élevé pour les grandes entreprises qui disposent ainsi de rentes différentielles ;
- désir d'éviter les interventions de la puissance publique en cas de situation de monopole total ;
- maintien d'une zone-tampon de petites entreprises amortissant les à-coups conjoncturels.

En liaison étroite avec la concentration des entreprises et les impératifs de la concurrence, on assiste à un renversement des rapports entre l'offre et la demande, l'offre tendant à gonfler ou à créer artificiellement

des besoins : pour cela, tous les moyens de persuasion sont mis ou se mettent au service du modèle de consommation néocapitaliste, de la publicité la plus voyante aux pressions sociales les plus opprimantes.

3 - Profits et salaires

La fonction du profit n'est plus prioritairement d'assurer des dividendes élevés aux actionnaires, mais de constituer des réserves d'auto-financement pour les entreprises. Cette évolution est liée à un éloignement des horizons des chefs d'entreprise, et à leur désir d'indépendance ; d'où il découle une diminution du rôle des banques dans le financement de l'économie. La part des salariés dans la production des valeurs marchandes étant largement prépondérante, tout droit reconnu à ceux-ci sur l'appropriation de l'auto-financement ne peut être que majoritaire ou sans signification réelle. Les caractères essentiels de la répartition entre salaires et profits sont actuellement les suivants :

- les revendications salariales quantitatives ont bien permis le maintien du niveau de vie relatif des salariés, mais elles n'ont apporté aucune modification dans la répartition entre revenu du capital et du travail ; de plus, elles ont fourni un stimulant appréciable au développement de la productivité dans le cadre du système.

- enfin le salaire institutionnalisé (prestations sociales et familiales) a certes permis une moins grande instabilité de la condition ouvrière, mais joué surtout un rôle de régulateur pour la demande, donc pour la croissance de tout le système.

4 - Gestion et contrôle ouvrier

En dernier ressort c'est toujours le capital qui domine et impose sa ligne d'action (voir ci-dessus) tendant exclusivement au maintien de cette domination et à la poursuite du profit. Les formes de lutte analysées au paragraphe précédent ont donc été insuffisantes pour promouvoir la transformation des rapports de production, d'où l'importance de l'intégration aux luttes ouvrières de revendications portant directement sur le contrôle ouvrier. Trois domaines paraissent offrir des possibilités importantes à cet égard :

- les secteurs en voie de reconversion "déchets de l'expansion" où la revendication portant sur l'avenir professionnel immédiat des

travailleurs présente un caractère d'urgence ressentie ;

- les secteurs de pointe, moteurs et avant-garde du développement néocapitaliste, dans lesquels les revendications quantitatives sont moins directement ressenties que l'absence de responsabilités réelles dans la conduite de l'entreprise. De ce point de vue, la réaction des cadres sera différente selon que leur rôle provient d'une différenciation technique des fonctions de domination du capital ou d'une technicisation des fonctions d'exécution de la classe ouvrière ;

- le secteur nationalisé qui joue dans beaucoup de cas un rôle pilote en matière sociale, mais dont les techniques de gestion sont très voisines des normes capitalistes.

II - LES FACTEURS DE REGULATION ET LES CONTRADICTIONS DU SYSTEME

A - LES FACTEURS DE REGULATION

1 - Les dépenses publiques : si la nécessité du plein-emploi s'est imposée dans les états capitalistes développés lors de la grande crise de 1929, tant comme contrainte sociale que comme nécessité économique (contrainte sociale car le chômage provoque des réactions mettant en cause le système de la part des travailleurs qui en sont atteints ; nécessité économique en tant que facteur d'écoulement de la production marchande), cette nécessité du plein-emploi se trouve partiellement réalisée par le développement important des dépenses publiques.

Au sein de ces dépenses publiques, on constate la grande importance prise par les dépenses d'armement et, depuis peu, par les dépenses spatiales, ces dernières ayant un rôle moteur dans la croissance des systèmes capitalistes développés.

2 - le plan et la politique gouvernementale le plan réalise dans les faits la conjonction et la coordination des interventions et des dépenses étatiques avec les plans des entreprises et des secteurs dominants du capitalisme privé. Il permet ainsi à ces derniers d'harmoniser leur développement avec l'évolution de l'économie en moyenne période, sans que les politiques des firmes risquent de remettre en cause l'équilibre global du système (en particulier en évitant la création de goulot d'étranglement dans certains secteurs - et principalement dans les secteurs collectifs, non productifs de profits privés).

- La politique gouvernementale peut d'autre part prendre différents aspects allant dans le même sens. C'est ainsi que le plan de stabilisation devrait permettre de réaliser, en offrant aux entrepreneurs des perspectives de profits accrus (en pesant sur les salaires) une certaine relance des investissements. Ce plan de stabilisation ouvre ainsi une phase transitoire conduisant à la mise en place d'une politique des revenus (en fait une police des salaires) permettant à la fois la croissance régulière et contrôlée de la demande et le maintien de taux de profits suffisamment élevés pour la bonne marche du système.

- La législation sociale (sécurité sociale, allocations familiales, allocations de chômage, etc ...) joue à la fois un rôle de tampon atténuant les conséquences sociales du système et de ses crises d'adaptation, et un rôle d'entretien de la force de travail aux frais de la collectivité.

3 - L'impérialisme maintient une structure d'échange qui lui est particulièrement favorable, principalement sur le marché des matières premières. Ce "pillage du tiers-monde" est actuellement vital pour certaines puissances dominantes (USA), tant pour des raisons économiques que stratégiques. Il faut être conscient que ce pillage peut évoluer dans ses formes, déplaçant l'exploitation de l'achat des matières premières à la vente des biens d'équipement ou de consommation, tout en maintenant globalement le même rapport défavorable de domination d'un système sur l'autre (se traduisant par exemple par la constance ou la baisse des termes de l'échange).

B - LES CONTRADICTIONS

Si la contradiction fondamentale du capitalisme réside toujours entre développement des forces productives et rapports de production, l'évolution du système fait apparaître des phénomènes nouveaux.

1 - L'inflation : les systèmes capitalistes développés tendent à sécréter une inflation structurelle dont les raisons sont les suivantes :

- au niveau de l'économie privée
 - d'une part un amortissement du coût du financement des investissements ;
 - d'autre part la création de rentes temporaires dues à l'avantage de l'augmentation des prix sur celles des coûts (spirale prix salaires)
- au niveau des finances publiques,

d'une part une extinction progressive de la dette publique ;

d'autre part une création de plus value fiscale due à la progressivité de l'impôt.

Cependant cette inflation ne se limite pas d'elle-même et tend à devenir galopante, rendant ainsi l'économie nationale plus vulnérable (concurrence internationale). Si cette contradiction peut être surmontée par des interventions de l'Etat (c'est un des aspects du plan de stabilisation), il n'en demeure pas moins qu'elle peut être exploitée par le mouvement socialiste.

2 - Le chômage : l'automation et le progrès technique ne sont pas des phénomènes qui entraînent par eux-mêmes un chômage étendu et permanent. Cependant, par le biais des délais d'adaptation (recadrages, reconversions dues aux transformations continues des structures techniques) il apparaît un volant de chômage qui se renouvelle sans cesse et exerce une pression constante sur les luttes ouvrières.

La politique gouvernementale peut d'ailleurs favoriser la création d'un tel volant de chômage (instituts technologiques universitaires prévus par le plan Fouchet - prévisions du V° Plan).

3 - Les disparités régionales et sectorielles

a - les disparités régionales

Le développement d'un système fondé sur la recherche du profit a pour conséquence la recherche par les entreprises capitalistes de l'abaissement maximum des coûts sociaux de la production (diminution des prix de transport des matières premières en amont, des produits finis en aval, utilisation maximum de l'infrastructure existante, possibilités d'utilisation d'une main d'oeuvre nombreuse et qualifiée, etc ...). Cela se traduit par la concentration des entreprises dans certaines régions privilégiées du point de vue de ces critères (dont le coût est d'ailleurs assumé par la collectivité).

Si cependant l'implantation dans des régions défavorisées présente des avantages (zônes de salaires, terrains bon marché, faible taux de syndicalisation, avantages fiscaux, etc ...) pour certains types d'industries, il n'en reste pas moins qu'en moyenne la majorité des industries ont intérêt à se grouper dans les régions privilégiées.

b - disparités sectorielles : les phéno-

mènes analysés dans le rapport ne s'appliquent pas avec la même intensité dans tous les secteurs (secteur agricole pré-capitaliste commençant à être touché par les formes modernes d'intégration, petites et moyennes entreprises subsistant pour des raisons diverses).

III - LE MOUVEMENT SOCIALISTE ET SA BASE SOCIALE

1 - "De plus en plus la société toute entière se scinde en deux camps ennemis, en deux grandes classes qui se heurtent de front : la bourgeoisie et le prolétariat ... Les petites couches moyennes qui ont existé jusqu'à présent, les petits industriels, les petits commerçants et les petits rentiers, les artisans et les fermiers, toutes ces classes tombent peu à peu au niveau du prolétariat". On a voulu, à partir de ces phrases du Manifeste Communiste, démontrer que Marx s'était trompé, et que la lutte des classes s'atténuait en même temps que la classe ouvrière devenait classe moyenne. A la suite de Raymond ARON notamment toute une école sociologique tend à pousser dans ce sens qui est en fait celui de la théorisation de la volonté d'intégration des travailleurs au néo-capitalisme.

S'il y a évolution de la structure des classes il est faux de prétendre que d'une part cette évolution va dans le sens d'un élargissement des classes moyennes, et d'autre part vers la disparition de la lutte des classes et de toute volonté contestatrice. En effet, les classes sociales ont leur fondement dans les rapports de production et ne peuvent être caractérisées dans leurs rapports avec les autres classes qu'en fonction des organisations qui expriment leur volonté politique. Et lorsque l'on emploie l'expression "volonté politique" il est clair que c'est le lien entre les aspirations confuses des masses et l'action éducative et contestatrice de l'organisation politique. Seule celle-ci peut porter à un niveau supérieur, grâce à sa ligne théorique appliquée à l'analyse d'une situation concrète, les revendications des masses qui, spontanément et quelle que soit leur vigueur, ne peuvent déboucher politiquement.

En d'autres termes, c'est là ce que l'on a défini comme le rapport entre les facteurs objectifs (socio-économiques) et facteurs subjectifs (l'action politique), facteurs qu'on ne peut par ailleurs isoler du contexte historique.

2 - Depuis la création de la III^e Internationale, le Mouvement Ouvrier Européen est divisé en social-démocratie et mouvement communiste. Cette division des travailleurs, exacerbée par le stalinisme, est à la source de ce qu'on pourrait appeler la décadence du mouvement socialiste.

Cette faillite est rendue de plus en plus criante par l'avènement du néo-capitalisme auquel nul n'est capable d'opposer l'alternative socialiste adéquate à un pays industriel développé. La social-démocratie, portant les besoins immédiats des travailleurs, en est arrivée à favoriser l'évolution du système en capitalisme des hauts salaires (relativement) assurant l'écoulement de la production par la consommation de masse qui permet de récupérer la plus-value à ce stade. Comme le montre Lelio Basso la social-démocratie n'a fait qu'exprimer ainsi les aspirations spontanées des travailleurs qui s'expriment en termes d'augmentation du niveau de vie dans le cadre du système lorsque celui-ci semble pouvoir assurer ce mieux-être. C'était là le résultat de la conjonction des théories économistes de Bernstein entre autres, croyant en la transformation quantitative inéluctable du capitalisme en socialisme et de la séparation social-démocrate entre luttes économiques et luttes politiques.

3 - Cette opposition entre réforme et révolution a donc partiellement sa source dans la séparation mécaniste opérée entre luttes économiques et luttes politiques. Mais aussi elle se situe dans un contexte historique qui montre son caractère périmé ainsi que le démontre Rosa Luxembourg : "la division entre la lutte politique et la lutte économique n'est qu'un produit artificiel, quoique historiquement explicable de la période parlementaire. D'un côté la lutte économique est dispersée, morcelée en une multitude de luttes partielles dans chaque entreprise, dans chaque branche de production ; de l'autre, la lutte politique est menée conformément aux formes de l'état bourgeois, par voie représentative, par la pression opérée sur les corps législatifs".

Si l'affrontement de classe prévu par Marx ne s'est pas radicalisé en Europe occidentale en affrontement décisif entre bourgeoisie et prolétariat, il y a à cela des raisons économiques (ni crise ni paupérisation) qui ont accentué la prégnance de l'idéologie de la classe dominante, phénomène devant lequel le

mouvement ouvrier est resté sans réponse.

4 - L'étude de l'évolution de la base sociale du mouvement socialiste est à cet égard une confirmation des prévisions de Marx. La structure de classe des pays non-capitalistes se caractérise ainsi :

Les couches moyennes indépendantes, paysannerie, professions libérales, artisans, commerçants, etc ... glissent peu à peu vers le salariat ; elles se trouvent par conséquent dans une période transitoire qui les rend aptes à une contestation du néo-capitalisme, mais elles ne sont pas entraînées de façon inéluctable à cette contestation du système et à la lutte aux côtés de la classe ouvrière. Ces couches sociales sont des couches pré-capitalistes qui fournissaient une masse de manoeuvres aux forces réactionnaires, voire fascistes face à la concentration des monopoles. Devant l'évolution socio-économique irréversible elles ne sont plus placées en face de l'alternative : libéralisme ou néo-capitalisme. Leur transformation en salariés est inéluctable.

D'autre part, étant donné la situation actuelle du mouvement socialiste, qui se refuse à poser l'alternative socialiste, et s'obstine dans son électoralisme, elles sont contraintes de monnayer leur intégration au système (discussion sur les "cabinets de groupe" pour les professions libérales, etc ...). Le mouvement socialiste est en effet incapable de leur proposer les luttes de réformes de structures qui leur définissent un statut professionnel responsable en fonction d'un autre type de société. Pourtant, les contradictions du système démontrent son incapacité à apporter de véritables solutions à leurs problèmes (voir Agriculture).

a - Le développement des techniques modernes nécessite une qualification de plus en plus poussée et par conséquent l'utilisation de techniciens de plus en plus nombreux. Mais d'autre part, à l'intérieur même de la classe ouvrière, au sens sociologique du terme, se produit une différenciation de plus en plus accentuée. Il est courant de distinguer les ouvriers des secteurs de pointe (chimie, électronique, entreprises automatisées) de ceux des secteurs traditionnels technologiquement retardataires ou marginaux (charbonnage, petites entreprises textiles). Ces grandes catégories, schématiquement, se différencient non seulement par le type de tâche et de qualifications qui leur sont demandées, mais aussi

par le niveau de vie et les attitudes culturelles. Contrairement à ce que prétendent certains théoriciens, ce n'est pas à un embourgeoisement systématique que mènent les salaires payés à ce que l'on appelle "la nouvelle classe ouvrière".

Le besoin de main d'oeuvre non qualifiée est satisfait de plus en plus par l'arrivée massive de travailleurs étrangers et de migrants régionaux, ainsi que par un apport de personnel féminin.

Les travailleurs étrangers posent un grave problème au mouvement socialiste, par la difficulté qu'ils ont d'exprimer leurs revendications et de prendre conscience de leurs problèmes.

Les migrants régionaux, surtout d'origine rurale, proviennent de départements sous-développés. Leur déracinement ne leur permet pas de s'intégrer dans un milieu de plus en plus structuré.

Le personnel féminin, considéré comme main d'oeuvre d'appoint ou élément de baisse des prix sur le marché du travail est victime d'une conception rétrograde du rôle de la femme dans la société.

La classe ouvrière "traditionnelle" est confrontée le plus directement à l'évolution du capitalisme vers un "capitalisme d'organisation" (chantiers navals, bassins miniers jugés non rentables ...). Il est donc compréhensible que ses revendications portent d'abord sur la stabilité de l'emploi et sur la défense de leur niveau de vie (salaires et rattrapage). Il n'en reste pas moins à la base une volonté certaine encore que confuse de remise en question des structures économiques (remise en question allant beaucoup plus naturellement vers des options socialistes).

D'autre part, étant donné le caractère plus aigu de la lutte des classes à propos de ces conflits, la conscience de classe d'une grande partie de ces travailleurs s'affirme plus nettement que dans ce qu'on a appelé la "nouvelle classe ouvrière".

Cette "nouvelle classe ouvrière" est issue essentiellement de la conjugaison de deux séries de phénomènes :

- une évolution économique allant du libéralisme vers un capitalisme d'organisation
- une volonté évidente des monopoles d'intégrer des fractions de la classe ouvrière

(tentative de politique des revenus).

En fonction de ces deux phénomènes on peut définir la "nouvelle classe ouvrière" comme une fraction privilégiée de l'ensemble des travailleurs correspondant aux secteurs économiques où l'évolution vers le capitalisme d'organisation est la plus avancée. Il s'ensuit qu'il faut éviter de confondre ces couches ouvrières avec des classes sociales moyennes en voie de socialisation (qui ne participent pas directement à la production).

b - Les activités de gestion et de distribution de la production jouent un rôle de plus en plus important ce qui conduit à l'élargissement numérique des travailleurs dans l'administration et la distribution. Là aussi, l'utilisation de nouvelles techniques, administratives ou commerciales, transforme considérablement la mentalité de ceux que l'on a appelé les "cols blancs". La condition d'employé devient similaire à celle d'une partie de la classe ouvrière. Cette tendance est renforcée par le mécontentement des fonctionnaires qui, de couche privilégiée et s'assimilant à l'intérêt de l'Etat, en sont tombées dans une situation socio-économique et juridique similaire à celles d'une grande partie de la classe ouvrière ; le rôle socio-économique accru de l'Etat les assimile d'autre part au secteur public qui comprend d'autres couches sociales.

La situation du phénomène de distribution est en train de se bouleverser avec l'apparition de nouvelles structures (monopoles de distribution). Face à cette évolution, ces couches ont un réflexe d'auto-défense et luttent pour la sauvegarde de leurs intérêts immédiats et de leurs privilèges ce qui les entraîne à une attitude de type poujadiste (cf. leur attitude sur les projets de réforme de la TVA).

L'évolution de l'agriculture se fait vers les concentrations comme pour la production industrielle ce qui amène un certain nombre de bouleversements dans le monde agricole. Devant cet état de choses, on assiste à plusieurs réflexes :

- d'une part un réflexe purement conservateur surtout chez les vieux regrettant le passé et chez les privilégiés ;

- d'autre part, un réflexe de peur devant les processus de transformation industrielle qui enlèvent à l'agriculture une part de ses bénéfices substantiels.

Devant cette situation technique irréversible, les jeunes agriculteurs en particulier ressentent la nécessité d'assumer la plus grande partie des responsabilités de la production à la distribution.

c - La nécessité d'une qualification plus poussée demande à la fois plus de techniciens et transforme le statut du Cadre. Techniciens et ingénieurs, même si leur rôle n'est pas strictement identique, ne jouent qu'un rôle d'exécution. Les tâches de direction sont réservées à un nombre réduit de cadres supérieurs privilégiés et spécialisés en organisation. Les techniciens et un nombre grandissant d'ingénieurs se retrouvent de plus en plus aux côtés des ouvriers (Nerpic- Mineurs, etc ...), en particulier dans les industries modernes où, plus nombreux qu'ailleurs, ils ne peuvent s'assimiler ou être assimilés à la direction. Le type de revendication qu'ils portent est "gestionnaire", exprimant la volonté d'utiliser pleinement les capacités techniques. Il est clair que seule l'intégration de ces revendications dans une action syndicale et une stratégie politique visant au contrôle de l'appareil de production dans son ensemble peut éviter qu'elles soient déviées dans un sens technocratique de rationalisation interne à l'entreprise. La discussion d'un mode nouveau de fonctionnement de l'entreprise est indissociable de celle d'un autre modèle socio-économique. L'acquisition de ces couches nouvelles au mouvement socialiste suppose cette démarche et ne peut par conséquent que s'inclure dans une stratégie d'alternative socialiste.

Les professions libérales (corps médical pharmaciens, professions juridiques et économiques) sont dans l'obligation d'évoluer afin de faire face à l'extension des besoins (par exemple en matière de santé). Devant l'intervention étatique qui tend à modifier leur statut (acceptation des conventions collectives par les médecins : cabinets de groupe aussi bien pour les médecins que pour les avocats), deux courants se font jour : l'un désirent retourner au stade antérieur (attitude de l'UNAM), l'autre préconise des solutions qui vont dans le sens du socialisme.

En conclusion, nous pourrions faire deux remarques :

- les mutations structurelles du capitalisme (concentration des monopoles, intégration de secteurs très capitalistes) entraînent l'élargissement des couches salariées. Parler de

classe ouvrière pour poser le problème en vient, ou bien à employer ce terme dans une acception politique, ou bien à se situer dans une perspective de prise du pouvoir violente par une fraction des classes exploitées. Il n'y a donc pas rétrécissement des classes laborieuses au profit d'on ne sait quelle classe moyenne, mais au contraire élargissement.

- la lutte des classes telle que pouvait la définir Marx n'oppose donc pas un prolétariat monolithique et misérable à une bourgeoisie de fer. La réalité est que de part et d'autre nous avons affaire à un système d'alliances complexes autour de fractions hégémoniques (les monopoles pour la droite). Dans ce système d'alliance à expression "partisane", des fractions des classes exploitées peuvent servir d'appoint au néo-capitalisme. Ceci en fonction de sa politique et de celle du mouvement socialiste. La prise du pouvoir passe donc par la structuration d'un nouveau bloc de pouvoir capable d'ordonner autour d'un programme d'alternative socialiste les diverses couches sociales exploitées. C'est à ces conditions seulement que le socialisme deviendra une réalité et dans la mesure où la fraction hégémonique des classes exploitées sera capable de s'imposer politiquement aux autres couches sociales réduites au réformisme.

5 - Il est clair que cette évolution de la structure de classe n'a pas de conséquence identique dans tous les pays néo-capitalistes. Les facteurs idéologiques, le poids des bureaucraties politiques et syndicalistes, bref l'histoire avec ses dynamismes mais aussi ses forces d'inertie nuance ce qui est la loi de tendance. L'évolution de la C.F.D.T par exemple a levé une hypothèque qui était le syndicalisme chrétien. Et il est faux de penser que seul le "coude à coude" dans les luttes sociales est responsable de cette évolution. Il faudrait aussi tenir compte des différences de générations. Ainsi le thème de l'unité n'a pas la même résonance chez les jeunes travailleurs que chez ceux qui ont connu le Front Populaire. C'est dire que la constitution d'un nouveau bloc de pouvoir ne se fera pas sous la pression irrésistible des seuls facteurs socio-économiques. La discussion idéologique sur le type de société socialiste, les caractères de certaines luttes sociales et politiques limitées et unitaires, l'existence d'un certain type de parti, entraîneront un processus de renforcement de la fraction hégémonique des travailleurs. C'est de la capacité de celle-ci à proposer des types de

lutte et des solutions valables pour tous les travailleurs que dépend la possibilité du socialisme en France.

En d'autres termes, c'est le problème d'une stratégie offensive qui est posé, d'une stratégie qui fasse des classes exploitées les classes potentiellement dirigeantes de la société. C'est en effet cette fraction qui tend à être numériquement la plus nombreuse qui est opposée au capitalisme moderne et se trouve donc en situation de lui porter les coups les plus forts. Elle seule peut et doit, dans les organisations politiques et syndicales, trouver la stratégie qui fasse la liaison entre luttes des secteurs de pointe et des secteurs retardataires, entre réformes de structures et prise du pouvoir. Encore faut-il qu'à travers les syndicats, à travers les partis et d'autres organisations, elle puisse accéder à ses responsabilités politiques.

L'état actuel du mouvement socialiste le permet-il ? Même si ce courant peut s'affirmer avec de plus en plus de force dans les syndicats, il est clair que ses possibilités politiques sont limitées.

Actuellement les différentes social-démocraties européennes (All., G.B., Suède, etc ...) jouent objectivement un rôle de collaboration de classe. Il apparaît que la stratégie réformiste traditionnelle, incapable de contester globalement le système, consiste de plus en plus en une volonté de gestion du néo-capitalisme. Pourtant, au niveau de leur base sociale, les grands partis socio-démocrates sont des partis surtout ouvriers (en l'absence de partis révolutionnaires). Cette relative contradiction entre la pratique politique de ces partis et leur base sociale s'explique par un certain nombre de circonstances politiques (antisoviétisme de l'Allemagne de l'ouest par exemple), économiques (prospérité ancienne ou récente, ou spécificité de l'économie), idéologiques (conditionnement par les schémas de pensée bourgeois des dirigeants sociaux démocrates). Un certain nombre de facteurs tant internes (période de crise) qu'externes (montée du socialisme dans d'autres pays européens) pourrait donc mobiliser cette base sociale sur des objectifs socialistes.

Par la nature de sa base sociale, de son électorat qui la distinguent des autres social-démocraties européennes d'une part, par sa stratégie héritée de son passé politique, ces deux facteurs se renforçant dans leur interaction, la SFIO constitue une force périmée

pour la gauche, un cartel électoral dont la seule chance de survie serait le rétablissement d'un parlementarisme, lui aussi périmé.

Il est à prévoir qu'en France, si le gaullisme n'arrive pas à trouver d'assise politique suffisante, une solution de centre-gauche s'imposera. L'opération Deferre, la volonté d'instaurer un bi-partisme à l'allemande, exprimée par Mitterrand et par certains fondateurs de la F.G.D.S., vont dans ce sens. Le terme en serait soit la constitution d'un grand parti social-démocrate à vocation majoritaire, soit un centre-gauche à l'italienne. Admettre que la social-démocratie n'a plus rien à voir avec le mouvement socialiste entraîne une conclusion claire : la nécessité de faire éclater la SFIO comme préalable à un affrontement de classe en vue de la prise du pouvoir. Quelle que soit la tactique adoptée et les nécessaires compromis, il est évident qu'il ne faut pas laisser aux frontières du mouvement socialiste une force structurée.

Tout renforcement du nouveau courant social-démocrate que constitue la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste doit être condamnée parce qu'assurant à terme l'hégémonie de celle-ci sur les travailleurs. Faire de la SFIO un partenaire éventuel, dans le cadre d'une stratégie frontiste pour la prise du pouvoir, condamne la coalition à court terme. En effet, si le frontisme pouvait avoir une valeur en tant que rempart contre le fascisme, il est clair que l'évolution du capitalisme et la nécessité d'une lutte contre l'impérialisme rendent caduques toute stratégie qui se fonderait sur ce type d'alliance, sur cette conception de l'unité (cf. Amendola). Par ailleurs, laisser la SFIO se couper du mouvement socialiste au moment où d'autres forces ne peuvent récupérer une partie de sa base sociale en vient à la laisser se moderniser pour continuer à mystifier de larges couches de travailleurs.

Le P.C. F. peut-il être la source d'un renouveau du socialisme en France ? Peut-il théoriser l'ensemble des changements qui affectent les structures économiques et sociales, élaborer une stratégie offensive, servir de base à un rassemblement des forces socialistes ? Il semble que le P.C. ait perdu cette capacité, c'est à dire les caractéristiques d'un parti révolutionnaire. Il y a à cette situation plusieurs raisons :

a - des structures léninistes aujourd'hui dépassées et des méthodes stalinienne visant à

maintenir l'emprise de l'appareil bureaucratique du P.C. sont des obstacles à la constitution d'un véritable mouvement socialiste en France. L'anti-communisme de larges couches de travailleurs issu notamment du stalinisme et de son exploitation par la propagande occidentale bourgeoise en sort renforcé. "L'unité" réalisée pendant les Présidentielles a simplement montré que le P.C. ne constituait plus une force susceptible de menacer la démocratie pour ces travailleurs ni d'ailleurs pour la petite bourgeoisie, dans la mesure où sa faiblesse s'est exprimée par l'abandon de ses objectifs et par sa fonction de force d'appoint à un candidat de centre-gauche. Dire que cette coalition était à gauche parce que le P.C. y était relève davantage d'une conception mystique du P.C. que d'une appréciation sérieuse du rôle qu'il a joué et qu'il continue de jouer.

b - La stratégie du P.C.F. n'offre pas de solutions actuelles aux classes laborieuses.

Estimant que l'instauration du socialisme passe par un premier pas qui serait celui "d'une démocratie véritable", le P.C.F. ne fait que traduire stratégiquement l'indigence de ses analyses socio-économiques ; ce qui révèle en fait son incapacité à transformer la réalité. Car là aussi la théorie et la pratique sont liées. Trop souvent assujéti à des considérations électorales et à la défense d'intérêts, l'appareil du P.C.F. n'a pas la possibilité de prendre à son compte des analyses qui remettraient en cause sa politique et par cela même son existence. Actuellement le P.C.F. en est venu à différer, ce qui ne peut mener qu'à un abandon, l'objectif du socialisme dans les luttes économiques et sociales, pour ne pas effaroucher les masses et donner une base à sa "démocratie véritable" politique à court terme. Le meilleur exemple en est le second tour des Présidentielles et la préparation actuelle des Législatives où le seul souci de ce parti est de gagner "Les républicains dans la lutte contre le pouvoir personnel".

Cette politique tout au plus capable d'intéresser des couches sociales traditionnelles et sur la base d'intérêts divergents ne peut en aucun cas intégrer les travailleurs ayant pris conscience de la nécessité d'une alternative socialiste. L'hétérogénéité des classes exploitées a dissous la stratégie socialiste en un ensemble de luttes tactiques qui ne font qu'éloigner la perspective du socialisme. L'unité des appareils, compte tenu de la base sociale des électorsats et des

adhérents de la S.F.I.O. comme du P.C. est incapable de maîtriser cette hétérogénéité dans le sens du socialisme.

c - Les hypothèques idéologiques

Incapable d'effectuer une analyse correcte du néocapitalisme, incapable d'inventer les formes de lutte adéquates, incapable de rassembler les travailleurs sur la base du socialisme, le P.C. n'a pas été en mesure de lancer le débat idéologique. Contrairement au Parti communiste Italien, il n'a pu jouer de rôle contestateur face à la culture bourgeoise, seul moyen pour constituer une culture populaire et d'amener au Socialisme de nombreux intellectuels. Ceci aurait supposé un large débat et une absence de dogmatisme incompatible avec l'intérêt de l'appareil. Les conséquences ont été l'assimilation des modèles culturels de la société de consommation, en même temps que des positions réactionnaires sur des problèmes éthiques (le contrôle des naissances ...) ainsi que la pauvreté culturelle de la majorité des publications éditées par le P.C.

Un second ordre de conséquence est l'impossibilité pour de nombreux militants, syndicalistes en particulier, de concevoir le P.C. comme leur porte-parole politique.

Malgré tout ce que peut avoir de négatif l'attitude actuelle du P.C. F. il est clair que le socialisme ne peut se faire sans ses militants.

Le P.C.F. influence une partie de la classe ouvrière, sur la base de ses intérêts immédiats, mais cette influence est un fait avec lequel il faut compter. L'évolution du P.C. est une nécessité absolue pour la constitution d'une nouvelle majorité d'alternative socialiste. Et celle-ci ne peut se faire que sous la pression d'une force socialiste lui imposant dans des luttes unitaires ou autonomes selon le rapport des forces un contenu d'alternative socialiste. A cet égard l'unité d'action CGT-CFDT peut avoir des répercussions positives, mais sans débouché politique valable. Les rapports entre la C.G.T. et la C.G.I.L. italienne ne peuvent qu'amener la première à réviser ses positions.

Cette critique du P.C.F. liée à des analyses divergentes sur les mutations du système capitaliste et les conséquences qui en découlent pour la stratégie du mouvement ouvrier ne saurait en aucun cas être confondue avec l'utilisation des thèmes de propagande occidentale bourgeoise visant à renforcer le courant social-démocrate.

L'évolution du P.C.F. passe par le rassemblement et un renforcement considérable des forces et des hommes actuellement dispersés qui se réclament d'une alternative socialiste, ce qui implique une stratégie, un programme, des méthodes et des structures politiques nouvelles adaptées à notre temps.

PROBLEMES DE STRATEGIE

La position réservée du P.S.U. et aussi d'un courant de pensée beaucoup plus large, en particulier dans le milieu étudiant, à propos de la candidature de François Mitterrand est un aspect de l'opposition entre les deux stratégies actuellement proposées au Mouvement ouvrier Français. L'origine du conflit entre les tenants de l'alternative socialiste et ceux de ce que nous appellerons "alternative démocratique" est à rechercher dans les divergences qui les opposent à propos d'analyses aussi bien socio-économiques que politiques.

En premier lieu, un désaccord grave se manifeste à propos de l'analyse du gaullisme. Nous considérons quant à nous que le phénomène gaulliste ne peut être réduit au "pouvoir personnel" mais qu'il est la correspondance et

le signe superstructurel de la phase actuelle du processus d'évolution historique du capitalisme tel qu'il est décrit ci-dessus. Le capitalisme moderne se trouve forcé de tenir compte du caractère de plus en plus social de la production : il s'est vu forcé de favoriser l'intervention planificatrice de l'Etat. Ce processus implique un déplacement des véritables centres de décision. La collaboration des grands intérêts privés et de l'appareil d'état s'est manifestée en 1958 par le dépérissement institutionnel du parlementarisme. Cette analyse impose immédiatement deux conclusions d'importance primordiale :

- le gaullisme ne peut être réduit à l'autoritarisme ni à la "personnalité" de l'actuel président de la République.

- le mouvement ouvrier doit se garder de lutter seulement pour la conquête du Parlement et du Gouvernement afin de rétablir une "démocratie véritable". Il doit entamer dès à présent la lutte pour la démocratie socialiste en ne laissant pas les conflits électoraux lui masquer la nécessité d'adopter une stratégie permettant d'entamer dès maintenant la lutte pour la conquête des véritables pôles de domination politico-économiques.

Nous devons nous fixer pour tâche de poursuivre l'élaboration doctrinale de cette stratégie d'alternative socialiste et de travailler à la construction du Front socialiste et au renforcement de ce courant. Un certain nombre de principes "commandant la construction de la démocratie socialiste" ont été énoncés depuis longtemps par le PSU :

a - le passage de la société capitaliste à la société socialiste implique le passage de la prédominance de la bourgeoisie à la prédominance de la classe des travailleurs salariés alliée à la paysannerie ;

b - les formes politiques de cette prédominance ne sauraient être celles du régime parlementaire classique à travers lequel s'est affirmée la domination de la bourgeoisie et de ses notables. Ce régime est d'ailleurs en voie de dépérissement.

c - Cette appréciation ne nous conduit pas pour autant à rejeter en bloc ce que le parlementarisme a apporté de positif et à nous rallier sans réserve à la critique faite par les communistes. Nous repoussons en effet la théorie selon laquelle il existerait une correspondance permanente et quasi automatique entre les intérêts de la classe ouvrière et un parti déterminé, et selon laquelle l'existence de plusieurs organisations ou même de plusieurs tendances recouvrirait nécessairement des intérêts différents de ceux de la classe des travailleurs salariés ;

d - Le point central pour un pays qui hérite, comme la France, des traditions libérales et de l'expérience de la démocratie - même bourgeoise - est de permettre aux contradictions sociales, qui s'exercent et continuent à s'exercer pendant la phase de construction du socialisme, de s'exprimer d'une façon ou d'une autre. Ceci veut dire que le pluralisme politique est une nécessité.

e - le pluralisme pourra revêtir selon les circonstances telle ou telle forme, soit qu'il

existe plusieurs partis se réclamant du socialisme, soit qu'à l'intérieur d'un parti unifié diverses tendances puissent s'affirmer. Mais il exige, dans tous les cas, pour que ce soient les masses et non un corps privilégié ("appareil" ou "personnalité") qui puissent arbitrer les désaccords, que les programmes divergents s'identifient à des équipes d'hommes acceptant et postulant les responsabilités gouvernementales, bénéficiant également des moyens de diffusion de la propagande

f - la démocratie bourgeoise garantit à chaque citoyen la liberté d'expression, mais cette liberté s'exerce sous le signe d'une profonde inégalité. La première phase de la démocratie socialiste ne réalisera pas d'emblée une véritable égalité, mais l'inégalité jouera cette fois pour les travailleurs et contre les représentants des anciennes classes dirigeantes. Cela implique non seulement la nationalisation des pôles de domination économique, mais même la conquête par les forces pluralistes du socialisme des principaux moyens d'information et pôles de pression idéologique ;

g - dans une société socialiste, le centre de la vie démocratique se situera nécessairement à l'intérieur des organismes chargés de la gestion économique et sociale sur le plan national, sur le plan régional et sur celui des entreprises.

h - L'éducation politique des masses populaires est l'un des facteurs décisifs de l'exercice de la démocratie. Cela implique non seulement un effort permanent des organisations socialistes, mais une réforme de l'enseignement faisant une large place à l'étude des problèmes de la gestion de la société ;

i - l'existence des contradictions sociales (reposant non plus sur l'exploitation capitaliste mais sur le maintien de la division entre les tâches d'exécution et de direction, sur les différenciations dans la rémunération du travail, sur les oppositions entre les différentes régions, entre la ville et la campagne, etc ...) implique que les syndicats soient, dans la société socialiste, indépendants de l'Etat et que le droit de grève soit respecté.

Les analyses socio-économiques et politiques que nous faisons et les conclusions stratégiques qui en sont tirées doivent conduire le PSU à lever l'équivoque entretenue par la presse sur une éventuelle adhésion, association ou dialogue prioritaire avec la F.G.D.S.

Les nécessités de l'expression et du

renforcement du courant de l'alternative socialiste ne permettent pas d'envisager une association organique ou un dialogue prioritaire avec la social-démocratie, ni de croire que les expériences frontistes peuvent encore conduire au socialisme.

ROLE ET SIGNIFICATION POLITIQUE DES E.S.U

L'actuel "redémarrage" des E.S.U. ne se fait pas par hasard. Il s'est effectué et doit être renforcé parce qu'il est le fruit d'un certain nombre de circonstances favorables.

Le courant social-démocrate étant à l'heure actuelle négligeable dans le milieu étudiant, les forces de gauche s'y incarnaient essentiellement à travers deux organisations : l'U.N.E.F. et l'U.E.C. qui, à la faveur de la lutte contre la guerre d'Algérie, avait su conquérir son indépendance par rapport à la bureaucratie et à la sclérose intellectuelle de l'appareil du P.C.F. La reprise en main de l'U.E.C. par les éléments "suivistes" et le renforcement parmi les étudiants d'un courant de renouveau socialiste (à l'U.N.E.F. et dans d'autres organisations, confessionnelles par exemple) permet d'envisager la création d'une organisation politique étudiante et l'élaboration théorique et capable aussi de servir de soutien à l'UNEF. Le Syndicat étudiant ne parviendra en effet à surmonter la crise qu'il traverse actuellement que dans la mesure où une organisation politique nouvelle sera capable de lui fournir des militants et de définir les prolongements politiques de l'action et des revendications syndicales.

Il n'y a pas de problèmes spécifiquement étudiants, il n'y a que des aspects étudiants des problèmes généraux. C'est pourquoi le statut actuel des E.S.U. (membres "à part entière" du parti) est bon et doit être maintenu. Mais le milieu étudiant est un milieu particulier, doué d'une sensibilité spécifique. Seules des sections et une organisation nationale proprement étudiante sont capables d'intervenir efficacement à l'Université. Il nous faut donc rompre avec une certaine tradition tendant à limiter le domaine de la discussion des E.S.U. en tant que tels à un certain nombre de problèmes parcellaires considérés a priori comme intéressants particulièrement les étudiants. Nous

n'accroîtrons notablement notre influence sur le milieu que si nous apparaissions comme une organisation politiquement majeure, c'est à dire capable de poser les problèmes dans leur ensemble sans être gênée dans cette démarche par des interventions bureaucratiques intérieures ou extérieures à l'organisation.

Il est évident que 2 phénomènes doivent entrer dans l'analyse de notre développement possible :

- le courant chrétien. Il remet en cause l'attitude traditionnelle de l'Eglise et qui est prêt à participer au côté du Mouvement ouvrier à la lutte contre le capitalisme.

- L'évolution de l'U.E.C. Les anathèmes contre les gens du groupe "Unir", l'exclusion massive du secteur Lettres de l'U.E.C., l'apparition de contradictions importantes dans l'appareil de l'U.E.C. (entre le secteur Ulm et les suivistes par rapport au P.C. par exemple), la création possible d'une nouvelle organisation politique, l'indigence théorique des dirigeants locaux de l'U.E.C., le coiffement de l'U.E.C. par les autres Mouvements de la Jeunesse Communiste, tout cela donne au P.C. une réalité qui certainement n'entraînera pas un renforcement dans les mois à venir de l'U.E.C.

Cette situation doit nous permettre :

- 1 - de renforcer notre courant en milieu étudiant sur la base de l'alternative socialiste, par les actions et réflexions que nous mènerons
- 2 - de donner un dynamisme supplémentaire à notre organisation qui doit savoir profiter de ces contradictions et de cette situation politique favorable.

Ceci veut dire que, dans les mois à venir, nous devons développer l'action et la réflexion autonome de notre Mouvement, en popularisant

- les thèmes de l'alternative socialiste avec possibilité d'une nouvelle campagne d'adhésion
- les thèmes de lutte contre l'impérialisme
- les thèmes de lutte du Plan Fouchet, en développant notre réflexion sur les problèmes universitaires.

Etant donné le rôle objectif des E.S.U., mouvement de l'alternative socialiste en milieu étudiant, il est clair que tout dialogue prioritaire du Parti avec la F.G.D.S., premier pas vers l'adhésion à la Fédération, ne peut être

accepté par les militants étudiants. Celle-ci serait en fait un reniement de notre action parce que remise en cause de la stratégie d'alternative socialiste choisie à notre congrès de Clichy. En effet, les possibilités de luttes politiques à l'Université posant les problèmes fondamentaux de la culture et des structures de formation en seraient gravement compromises.

La C.N.E. réunie en session ordinaire le 18, 19 et 20 février mandate la S.N.E. pour adresser sans retard les passages relatifs au dialogue prioritaire ou à l'entrée du Parti à la F.G.D.S. inclus dans les textes de la C.N.E.

- pour présenter et défendre dans toutes les instances du Parti les positions ainsi adoptées ;

- pour saisir toutes les occasions et prendre tous les moyens pour que les positions des E.S.U. soient connues le plus largement possible aussi bien dans le milieu étudiant que dans le Parti.

Composition du Secrétariat et du Bureau des ESU

SECRETARIAT NATIONAL

J-F. Pertus : Secrétaire National ; J. Tercé : Secrétaire Formation ; M. Capron : Secrétaire Organisation ; G. Boyer : Secrétaire Universitaire ; J-M. Liénart : Secrétaire Universitaire Adjoint ; J-P. Derenne : "Tribune Etudiante" ; J-B, Gonzalès : Secrétaire International ; J. Nestor : Secrétaire International Adjoint ; J. Gemo : Coordination Paris ; J-M. Tarin : Coordination Paris.

BUREAU NATIONAL

Alexandre (Strasbourg) ; Auroi (Clermont) ; Cardi (Caen) ; Cousquer (Montpellier) ; Dupart (Caen) ; Joffre (Limoges) ; Petit (Poitiers) ; Plouviez (Lille) ; Richter (Orsay) ; Rocher (Lyon) ; Valencian (Bordeaux).

